

“Libya’s burning”

Révolte prolétarienne et encadrement bourgeois



Depuis que le début du « *printemps arabe* » (selon l'expression claiournée par tous les commentateurs politiques et autres journalistes), déjà deux interventions militaires directes et extérieures ont eut lieu. D'abord, le 14 mars, les troupes du CCG (« *Conseil de coopération du Golfe* ») sont entrées dans le petit émirat du Bahreïn (à l'appel de son gouvernement) pour suppléer des forces de répression locales dépassées par le mouvement de protestation d'une partie importante du prolétariat en cours depuis un mois ; il s'agit clairement et explicitement de mettre un terme aux troubles qui sont pour l'occasion dépeints comme une « *insurrection chiite* ». Ensuite, le 19 mars, l'aviation française, américaine et anglaise, encadrée par l'OTAN et l'ONU, interviennent et bombardent la Libye en proie à un soulèvement armé d'importants secteurs du prolétariat. Bien que ces deux interventions semblent en apparence obéir à des logiques et des justifications différentes (au Bahreïn, il s'agit de défendre le « *dictateur* » local, tandis qu'en Libye, il s'agit de l'abattre et de « *défendre les populations victimes de massacres* »), seuls les humanistes pleurnichards et les adeptes du droit bourgeois ne peuvent pas voir que dans les deux cas, il s'agit clairement de deux opérations de gendarmerie, d'opérations de maintien de l'ordre, de remise au pas du prolétariat...

Attardons-nous quelque peu sur les accusations portées par la « *communauté internationale* » contre un de ses membres (la Libye) concernant le bain de sang, le carnage orchestré par l'État et ses larbins. Nous ne croyons pas que la brutalité de la répression contre les insurgés soit le fait de la « *folie* », de la « *mégalo manie* » ou de la « *paranoïa* » du colonel Kadhafi, le « *guide suprême de la révolution* » (comme il s'autoproclame et comme l'annoncent d'un côté ses adorateurs, et de l'autre ses contempteurs en guise de repoussoir, comme par exemple les médias occidentaux aux ordres), mais elle est bien plutôt la réponse étatique conséquente et adaptée au niveau de la violence de classe et à la détermination des prolétaires en lutte sur place. Contrairement à la Tunisie ou à l'Égypte, où certains secteurs de l'armée (appareil central de l'État et donc fondamentalement ennemi de la lutte de notre classe) ont observé une relative et « *bienveillante neutralité* » (due au fait que la hiérarchie militaire n'avait strictement

aucune garantie concernant l'attitude des soldats, qui ne sont jamais que des prolétaires sous l'uniforme), en Libye, par contre, des unités entières de la police et de l'armée ont soit déserté, soit se sont rangées du côté des insurgés, ce qui représente un saut qualitatif supérieur dans l'affrontement.

Nous tenons dès lors à dénoncer plus que jamais tous « nos » bourgeois hypocrites qui versent des larmes de crocodiles sur la brutalité de la répression en Libye. Nous dénonçons cette « *communauté internationale* » de gangsters et de terroristes : l'ONU, les USA, l'UE, l'Italie, la France, la Belgique, la Russie, la Chine, etc. qui ont armé le « *régime de Kadhafi* » (chaque bombe, chaque obus, balancés sur les insurgés, chaque rafale de mitrailleuse déchiquetant les prolétaires en lutte, proviennent des pays qui aujourd'hui prétendent « *soutenir* » la rébellion au travers de leur intervention militaire), ce sont ces pays et ces chefs d'États qui ont commercé avec Kadhafi (importantes exportations de pétrole vers l'Europe occidentale et les USA, « *10 milliards d'Euros de contrats avec la France* » dicit Sarkozy lors de la visite de Kadhafi à Paris en 2007, etc.), ce sont eux qui ont organisé et structuré la chasse aux immigrants et qui ont encouragé le « *régime libyen* » à enfermer tout candidat réfugié dans des camps de concentration qui n'ont probablement pas grand-chose à envier aux divers « *centres de rétention* » en Europe... Tous ces capitalistes « *libéraux* » (les Sarkozy, Berlusconi, Blair, Poutine, Obama, etc.) ont bouffé au râtelier de Kadhafi, et Kadhafi a bouffé au râtelier de tous ces capitalistes... sans compter les représentants (tout aussi capitalistes d'ailleurs) de la gauche latino-américaine, cette vermine « *bolivarienne* » (les Chavez, Morales, Ortega, etc.)...

Tous « *dénoncent* » avec véhémence « *l'usage disproportionné de la force contre les civils* », tous veulent venir « *au secours du peuple libyen* »... Des États, dont tous les grands commis ont du sang de prolétaires sur les mains, qui veulent « *aider les insurgés* »... Quelle plaisanterie !!! Mais au vu des informations dont nous disposons, il s'agit plutôt d'un usage tout à fait « *proportionné* » de la force pour mater un mouvement de type

insurrectionnel, que tout État « démocratique »¹ dans le monde, que l'État mondial, a utilisé et utilisera encore quand il a été, et s'il était à nouveau, confronté à ce genre de soulèvement (cf. quelques exemples historiques : la Commune de Paris en 1871, l'Allemagne en 1918-21, etc.)... Comme l'ont écrit des camarades en France dans leur « *Tract de solidarité avec les insurgés tunisiens* », signé « *Luttes autonomes* » : « Pour l'instant l'État **ici** n'a pas besoin d'avoir recours à la répression ouverte. Les syndicats remplissent encore bien leur rôle de garde-chiourme du capital, d'apaiser et détourner la colère prolétarienne dans les ornières de la négociation et l'obtention de miettes. Les partis politiques sont là pour maintenir des illusions sur la participation de tous au pouvoir. Mais au moment où ces larbins seront débordés, rejetés... inutiles, l'État **ici** emploiera les mêmes méthodes ouvertes de terreur, foulera aux pieds les chiffons de papier illusoire que sont les droits. »

Par rapport à la Tunisie où les enjeux géostratégiques et économiques internationaux sont moindres et à l'Égypte sous vigilance serrée des États-Unis et d'Israël, il y a une spécificité aux récents événements en Libye, c'est l'organisation internationale de la contre-insurrection, à travers l'appui à la constitution du « Conseil national de transition » (CNT) à Benghazi fin février, conjointement à la préparation de l'intervention militaire internationale. Au-delà des enjeux inter-bourgeois très concurrentiels qui ont déterminé la composition et le mode d'action de la coalition internationale menant cette intervention militaire, elle recèle un objectif qui intéresse tous les États, à savoir la repolarisation de la guerre de classe en une guerre impérialiste entre partisans et opposants à Kadhafi, l'écrasement de l'insurrection.

Si la polarisation entre deux camps se développe et se renforce, on ne peut pas dire pour autant qu'elle soit basée sur les critères géographiques : Benghazi ne représente pas d'un côté le camp prolétarien et Tripoli le camp bourgeois. Il est clair qu'à Tripoli et dans sa région le mouvement est moins fort, il n'a pas encore pris la dimension insurrectionnelle qui s'est développée à l'est du pays. Tripoli est le siège des appareils centraux de l'État de répression, et dès lors le contrôle de toute protestation, de toute agitation y est plus puissant que partout ailleurs. Mais à Tripoli comme à Benghazi, révolution et contre-révolution s'affrontent. Et si à Benghazi, à Tobrouk et dans les autres villes libérées par les

insurgés, les représentants du « régime Kadhafi », les corps de police et l'armée ont été obligés de s'enfuir, ou ont rejoint en masse le camp des rebelles, il reste sur place toute la contre-révolution organisée autour de « l'opposition » bourgeoise qui se cristallise notamment dans la création et/ou l'encadrement de « comités populaires » ou « révolutionnaires » et leur mise au service d'un « gouvernement provisoire ».

Ces manœuvres s'accompagnent d'une machine de propagande assimilant totalement l'insurrection à « l'opposition anti-Kadhafiste » (et donc au CNT) articulée comme deux mâchoires : en Europe et aux États-Unis qui ont effectivement organisé et financé ce pôle avant de l'appuyer militairement, c'est la thèse anti-Kadhafi qui doit régner sans partage, escamotant l'insurrection au profit d'un « soulèvement populaire » dont le CNT serait l'émanation et l'expression, ainsi que le dirigeant (sans qu'aucune contradiction ne se manifeste, ce qui est évidemment faux !). Dans d'autres parties du monde comme en Amérique latine, la vieille réputation anti-impérialiste² entretenue par Kadhafi selon les besoins de sa cause est convoquée (avec la collaboration active de vedettes de l'anti-impérialisme comme Hugo Chavez et Fidel Castro) pour escamoter l'insurrection en assimilant cette fois négativement toute forme d'opposition à Kadhafi aux manœuvres des puissances impérialistes et les insurgés à des mercenaires payés par les États-Unis et leurs alliés.

C'est tout ce processus qui retiendra ici notre attention, celui de la transformation de la guerre sociale (au cours de laquelle des pans entiers de l'armée sont bel et bien passés du côté des insurgés) en guerre impérialiste (où toute la combativité des prolétaires a été réorientée, neutralisée dans une guerre de front). Cette transformation n'aurait pu être menée en totale extériorité : comme toujours, les forces politico-militaires internationales se sont appuyées sur les limites du mouvement, sur son manque de clarté et d'intransigeance contre la recomposition d'une alternative politique bourgeoise à Kadhafi.



L'explosion sociale et son contexte récent.

Il n'a pas fallu plus de dix jours pour qu'à la suite du dégagement de Ben Ali en Tunisie, les prolétaires en Égypte descendent à leur tour

¹ Nous mettons des guillemets à démocratique puisque nous utilisons ici les expressions de nos ennemis capitalistes, sachant que sous ce mode production tout État est par essence démocratique, c'est-à-dire qu'il participe à, qu'il dirige et organise la lutte contre l'antagonisme entre les classes et dissout le prolétariat dans des catégories a-classistes, tels que la « nation », le « peuple souverain », etc.

² « Anti-impérialiste » évidemment pas dans le sens d'être opposé à l'impérialisme, ce que sont réellement les révolutionnaires puisque la totalité du Capital et de ses États sont impérialistes, mais dans le sens d'une soi-disant opposition à l'impérialisme à laquelle prétend tel État, tel fraction bourgeoise, sommant le prolétariat (souvent au nom de « la révolution », de la « libération »), de renoncer à sa lutte et de choisir parmi deux camps... en réalité tous deux bourgeois, tous deux impérialistes.

dans les rues. Après le dégagement de Moubarak, c'est encore moins de temps qu'il fallut pour que le flambeau de la révolte ne soit pris en mains par les prolétaires en Libye.

Mais déjà, dans la foulée des événements qui embrasent la Tunisie et de sa brève extension en Algérie, la colère prolétarienne a commencé à se manifester dans la Libye voisine : dès le 13 janvier, soit la veille de la chute de Ben Ali, des centaines de familles de prolétaires « mal-logés » prennent d'assaut plusieurs complexes immobiliers et s'approprient des logements vides récemment construits à Tripoli, Benghazi, ainsi que dans d'autres villes, s'attaquant ainsi (même de manière limitée) à la sacro-sainte propriété privée et satisfaisant de force leurs besoins essentiels. Partout, on signale la passivité des forces de l'ordre, elles observent les troubles et les pillages (qui durent plusieurs jours) sans réagir.

Le régime du colonel Kadhafi, qui fut le seul à regretter le « dégagement » de son homologue tunisien, doit lâcher du lest : il autorise ces occupations de maisons vides (ce qui n'est qu'une légalisation d'un fait accompli et de l'action directe menée par le prolétariat), baisse les prix des denrées « de première nécessité » (par une suppression des taxes sur les produits alimentaires), et propose des « crédits gratuits ». Qu'il ait cru ou non que cela puisse endiguer la colère de notre classe, ou qu'il ait eu besoin d'un certain délai pour réorganiser des forces de répression plus sûres en prévision de la suite, toujours est-il que l'affrontement de classe n'en était qu'à ses prémices.

Fin janvier, l'état d'urgence est décrété dans l'est du pays, près de la frontière égyptienne. La Libye annule au passage les matchs de football par crainte de manifestations contre le régime. Il semble que depuis quelques semaines, voire quelques mois, le sport ne remplit plus sa fonction sociale de dérivatif et de carburant du nationalisme. Les débordements sociaux lors de matchs se multiplient, comme en Jordanie, en Algérie. Dans ce tumulte, le moindre prétexte devient une étincelle qui peut mettre le feu aux poudres.

Dans la foulée des événements en Egypte, un appel avait été lancé sur internet pour une « journée de la colère » le 17 février. Bien sûr, à l'encontre de tous les discours lénifiants sur la « révolution Facebook », ce ne sont pas ces quelques « cybers protestataires » qui créent un mouvement social, et encore moins un soulèvement d'une pareille ampleur. Mais, sans attendre cette journée, une manifestation de femmes a lieu le 15 février à Benghazi à l'occasion du procès lié à la terrible répression de la mutinerie à la prison Abou Salim à Tripoli le 29 juin 1996, répression qui fit 1.270 morts. Les mères de ces prisonniers se rassemblent devant le tribunal, rejointes par des avocats protestant contre

l'arrestation de leur collègue qui défendait les familles des prisonniers tués ; les flics n'osent pas les disperser. Mais, au soir, des centaines de jeunes prolétaires descendent dans les rues (certains sont armés de bombes incendiaires) et les premiers affrontements éclatent avec la police, se prolongeant toute la nuit et faisant plusieurs morts et des dizaines de blessés, dont certains sont touchés par des tirs à balles réelles.

Dès le 17 février ainsi que les jours suivants, les manifestations sont réprimées dans le sang, à Benghazi, Tobrouk, Zenten, El-Beïda, Tripoli, et d'autres villes. Le mouvement de protestation prend une tournure insurrectionnelle dans l'est du pays, surtout à Benghazi, qui devient le bastion des insurgés, où l'armée repousse les manifestants à balles réelles. On signale de nombreux actes de pillage, de sabotage, des incendies de banques, tribunaux, prisons, commissariats de police et de police militaire, locaux des « comités révolutionnaires »³ ainsi que d'autres bâtiments publics (station de radio locale incendiée, occupation de l'aéroport...) et diverses propriétés privées. Des casernes sont prises d'assaut à coup de cocktails Molotov ; les insurgés commencent à s'armer. Des centaines de prolétaires périssent dans les affrontements qui s'étendent maintenant à plusieurs villes. Confrontés à des prolétaires déterminés, les forces étatiques répondent en faisant usage des moyens les plus lourds et meurtriers, comme par exemple le fait de faire tirer sur les manifestants depuis des hélicoptères. Au soir du 19 février, plusieurs villes commencent à tomber aux mains des insurgés : Benghazi, Tabarka, Ajdabiya, Derna et El-Beïda. Des éléments de la police locale et de l'armée se sont joints aux insurgés pour chasser de la ville les forces militaires envoyées par le régime.

Le mouvement gagne également certains quartiers de Tripoli le 20 février malgré les menaces ouvertes de l'Etat et les insultes envers les insurgés, entre autres via les interventions télévisées de Saïf al-Islam Kadhafi, l'un des fils du « guide suprême ». Le siège de la radiotélévision est sac-cagé, des postes de police ainsi que des bâtiments officiels (dont la « Maison du peuple » : le parlement) sont incendiés. A Benghazi, au moins 60 personnes auraient été tuées pour la seule journée de dimanche. Une foule de manifestants envahit le quartier général des forces de l'ordre et s'empare d'armes ; plusieurs casernes sont incendiées. Le lendemain, un bâtiment gouvernemental est la proie des flammes et divers incidents éclatent près de la capitale. Des tireurs embusqués sur des toits tirent sur des manifestants ; d'autres, ouvrent le feu sur les protesta-

³ Les « comités révolutionnaires » sont les organisations de base de l'Etat dans la « république des masses populaires » (la « *Jamahiriya* ») de Libye, leur tâche centrale étant le contrôle de la population et la répression de tout mouvement de protestation.

taires depuis leur voiture ; des affrontements ont aussi eu lieu sur la Place verte de Tripoli. A la prison Al-Jadid à Tripoli, des gardiens désertent leur poste et des prisonniers s'évadent. Le bilan des manifestations ne cesse de s'alourdir et s'élève désormais à plusieurs centaines de 230 morts en moins d'une semaine. Parmi quelques slogans mis en avant par les insurgés : « Grève jusqu'à la chute du régime », « Le peuple veut détruire le régime », etc.

Dans les jours qui suivent, la répression se durcit encore. L'État libyen met le paquet, avec de l'artillerie lourde, des tanks, des chasseurs à réaction et des hélicoptères de combat. Toutefois, ce durcissement ne se fait pas sans faire éclater des contradictions au sein des forces de répression. Comme toute insoumission mène au peloton d'exécution, cela pousse aussi au défaitisme et à changer de camp. Ainsi à Benghazi où un vrai massacre est perpétré, la boucherie se retourne contre le régime lui-même : de nombreux soldats et policiers refusent d'ouvrir le feu sur les manifestants et rejoignent les insurgés avec armes et bagages.

Au cours de la longue carrière de Kadhafi et à force d'être la cible de tentatives de coups d'État, il a appris à se méfier de l'armée dont il est issu, surtout quand les États-gendarmes du monde ne manquent pas de piloter ces tentatives. Selon un principe connu, il a affaibli des pans entiers de l'armée tout en constituant en parallèle une force armée dotée de moyens privilégiés, animée d'une plus grande cohésion sociale et donc d'une plus grande fidélité à son régime. Face à la révolte de 2011, pour compenser le manque de fiabilité de l'armée, Kadhafi a également recours à des mercenaires étrangers, ce qui ne fait que pousser davantage au défaitisme parmi les soldats « réguliers », à entendre divers de leurs témoignages une fois passés du côté de l'insurrection.

A partir du 25 février, on peut dire que tout l'Est du pays, y compris les principaux champs pétroliers sont entre les mains des insurgés après de violents combats. Des troupes improvisées marchent sur Tripoli alors que des foyers insurrectionnels se développent dans des villes proches de la capitale. Mais les troupes du régime sèment la terreur et une grande confusion règne. « *Benghazi attend la capitulation de Tripoli et dans les rues de la ville tout le monde est sûr que la capitale va tomber bientôt. Depuis ici des groupes de volontaires sont en train de partir vers Tripoli pour lutter contre les forces de Kadhafi. A Benghazi, libérée depuis une semaine, les insurgés ont constitué un comité révolutionnaire qui va agir comme la nouvelle autorité locale, pour gérer les affaires de la ville et pour se coordonner avec les autres villes libérées dans l'est du pays. Toute la région fête sa liberté en attendant la chute de l'ouest de la Libye.* » (« *Euronews* », le 25 février)

Dès le 23 février, un militant de « *Radio Free Libya* » déclare lors d'une interview à la chaîne « *Euronews* » : « *Il y a des comités populaires qui se sont formés après les trois derniers jours de chaos dans la ville. Ces comités sont en train de veiller à la sécurité des habitants. Aujourd'hui tout se déroule selon les directives du comité qui a son siège au tribunal de Benghazi. Je dois noter que ce comité a pris la décision de rassembler toutes les armes qui se trouvent entre les mains des jeunes pour éviter toutes sortes de banditisme. Nous avons fait ça bien que le peuple ici soit très solidaire et les jeunes très bien organisés. Ils ont même pris l'initiative de rassembler les armes avant même que le comité prenne cette décision.* »

Ce n'est pas qu'à Benghazi que naissent ces comités, mais aussi dans toutes les autres villes aux mains des insurgés. S'agit-il pour ces comités d'organiser la vie dans les villes ? Quelle est la nature de ces « comités populaires » ou « révolutionnaires » ? Il paraît en tout cas impossible de les qualifier globalement, tant les situations et pratiques se montrent hétérogènes et contradictoires. Les informations nous manquent cruellement pour pouvoir évaluer quand et comment s'exprime l'associationnisme prolétarien, quand et comment se développent des tentatives d'organiser, de coordonner, de centraliser l'action directe et la lutte contre les exploiters, les massacreurs et leurs forces armées, leur Etat. Par contre, les manœuvres de désarmement de notre classe menées par certains comités comme celle décrite dans l'interview citée ci-dessus, montrent clairement que des fractions sociale-démocrates sont parvenues à y imposer leur volonté de neutralisation de notre force sociale et ce pour rétablir l'ordre social et le respect de la propriété privée en attendant qu'une alternative politique crédible ne parvienne à s'imposer et à réorganiser la souveraineté de l'État.

Selon la presse bourgeoise, « *un comité militaire d'une dizaine de membres tente de reconstituer un embryon d'armée autour d'une division blindée de Benghazi qui s'est mutinée. Problème : elle a bien des armes pour combattre, mais aucune munition, hormis pour ses armes légères. [...] En fait, ce n'est pas l'armée des insurgés qui fait tomber les villes libyennes les unes après les autres. Elles s'effondrent de l'intérieur quand la police ou l'armée change de camp au profit de l'opposition, comme cela s'est passé à Benghazi.* » (« *Libération* » du 26 février)

Ces deux dernières phrases nous semblent très importantes quant à la compréhension du processus insurrectionnel en cours en Libye. En effet, dans un premier temps, ce n'est pas la confrontation entre forces militaires, dans laquelle le prolétariat n'a aucun intérêt à s'engager, qui « *fait tomber les villes libyennes les unes après les autres* », mais bien la force sociale insurrectionnelle qui dissout les appareils centraux de la répression étatique. Dans leur inévitable confronta-

tion avec les forces de répression étatiques, les prolétaires en lutte doivent toujours tenter d'imposer le terrain où ils ont l'avantage, contournant la confrontation purement militaire où la supériorité technologique penche en faveur de l'État. La confrontation est toutefois inévitable dans le sens où ce n'est pas seulement par une subversion « à distance » mais aussi en renvoyant la peur d'être tué dans le camp militaire bourgeois que l'insurrection contribue à le dissoudre.

Hélas, trop peu d'informations nous proviennent directement de notre classe en lutte pour que nous puissions développer avec plus de détails cette question centrale, ainsi que d'autres aspects importants de la lutte.

Sur le blog « *En route ! Nouvelles de l'insurrection libyenne...* »⁴, qui est lancé à l'initiative d'un réseau de militants, on peut trouver toute une série de témoignages de « *camarades présents sur place* ». Voici par exemple quelques réflexions sur la démocratie : « *Pour eux [pour les insurgés, Ndr], la démocratie semble loin de constituer la panacée. Ici, même la démocratie 'directe' (qui faisait le cœur théorique de la Jamahiriya et du livre vert de Kadhafi) ne semble pas beaucoup plus désirable que son pendant 'parlementaire'. [...] Mais la démocratie représentative est le projet politique servi tout chaud par les centaines de journalistes présents ici, et faute d'autre chose, il occupe toute la publicité.* » Les préoccupations de ce réseau militant abordent également la nature d'un soulèvement prolétarien : « *Comment s'organise le soulèvement ? Comment s'habite le vide de pouvoir ? Comment s'organisent les solidarités matérielles ? Comment mange-t-on ? Comment se bat-on ? Comment se rencontre-t-on ? Quelles sont les lignes qui partagent la réaction de l'insurrection ? L'insurrection elle-même ? Comment luttent les femmes ? Comment se suspendent et se maintiennent les rapports sociaux préexistants ? Comment se pense, se dit et se vit l'insurrection ? Qu'est-ce qu'elle nous enseigne ? Qu'est-ce qu'elle annonce ?* ».

Pour les États et fractions bourgeoises internationales à même d'organiser la contre-insurrection, il est clair qu'il ne faut pas laisser au mouvement le temps et les forces pour se poser ces questions (à la fois politiques, militaires et matérielles) et encore moins y apporter des réponses à la mesure de l'enjeu, de l'affrontement de classe en cours.

Très rapidement, l'offensive des insurgés sur la capitale sera arrêtée aux abords de la ville de Ras Lanouf (ainsi que de son terminal pétrolier stratégique) et de la ville de Bin Jawad vers le 9 mars, villes qui constituent la « frontière » entre les deux grandes régions du pays : la Cyrénaïque à l'est et la Tripolitaine à l'ouest. Il y a clairement un plan, soutenu entre autre par l'Etat turc et

l'Union Africaine, de diviser la Libye en deux entités distinctes : la « zone insurgée » de l'est, contrôlé par la clique du CNT à Benghazi, et l'ouest tenu par le régime Kadhafi. L'enjeu de cette division est évidemment, outre les aspects inter-bourgeois, le contrôle des milices d'insurgés qui veulent en finir avec Kadhafi et son régime, ces milices qui veulent fondre sur Tripoli et tout faire tomber. Il y a eu clairement une volonté politique de la part du CNT et de ses alliés occidentaux, ainsi que des militaires passés « dans le camp des insurgés » de ralentir et de saboter toute initiative offensive d'attaquer les appareils centraux de l'Etat. Par crainte de « l'inconnu », qui se manifeste par un manque de contrôle des troupes insurgées, fonctionnant plus comme des milices autonomes que comme une véritable armée disciplinée, la fraction de l'Etat et de la contre-insurrection basée à Benghazi n'a pas d'autre choix que de fixer les troupes sur des positions, sur des villes à tenir, sur un territoire à gérer, et dès lors à annihiler toute initiative de guerre de mouvement, de guerre de guérilla qui constituent le terrain de la guerre sociale.



Nous estimons qu'il est de notre responsabilité militante d'attirer l'attention des prolétaires insurgés et de tous les camarades qui ressentent cette vague de lutte comme étant fondamentalement la leur, la nôtre (malgré les milliers de kilomètres de distance, malgré les séparations culturelles, linguistiques, etc. distillées par le Capital comme autant d'épiphénomènes pour préserver sa dictature mondiale sur l'humanité), sur une série de faiblesses, de limites que d'autres prolétaires insurgés dans le passé (lointain ou proche) ont également développé. Le prolétariat s'est insurgé en Libye, il a détruit un nombre impressionnant de bâtiments de l'Etat, il a localement défait l'armée et la police bourgeoises (qu'il a partiellement dissout en tant qu'appareil centraux de répression de l'Etat), comme il l'a fait dans le passé : en Albanie en 1997, en Irak en 1991, en Espagne en 1936, en Russie en 1917, à Paris en 1871, etc. Mais une fois son processus de subversion de ce monde enclenché, le prolétariat tombe assez rapidement dans toute une série de pièges, comme par exemple la militarisation de sa lutte. La guerre de classe est une guerre sociale et non pas une guerre de positions, front contre front. Le prolétariat, bien qu'il puisse organiser des bastions révolutionnaires qui attireront nombre d'autres prolétaires dans la lutte, n'a pas de territoire à défendre, ou s'il en a un, ce ne sera jamais à tout prix, au prix de la perte de son autonomie de classe.

Et le fait d'accepter, au nom de la lutte contre un « dictateur » (haï par l'ensemble du prolétariat pour d'excellentes raisons), de se ranger sous l'autorité du CNT, d'accepter de rendre les armes à ce Conseil, de laisser les milices d'insurgés se

⁴ <https://setrouver.wordpress.com>.

faire militariser, etc. tout cela n'est pas un signe de la force de notre classe. Quel intérêt avons-nous, alors que nous disposons des armes, alors que nous luttons contre la répression et contre l'Etat, alors qu'enfin nous avons entre les mains la force de tout décider et d'abattre ce système d'oppression, d'exploitation, de misère, de guerre et de mort, quel intérêt avons-nous à rendre les armes, à rentrer dans les casernes, à marcher au pas, à obéir aux ordres des « nouveaux » officiers, à saluer, à se mettre au garde à vous, comme nous l'avons vu sur les images diffusées de Libye de cette nouvelle « armée populaire » organisée pour marcher sur Tripoli et abattre Kadhafi ? Nous n'avons aucun intérêt à être engagés dans une guerre de position ni à laisser nos structures armées pour la guerre sociale se laisser militariser au service d'une fraction bourgeoise, dans un conflit impérialiste contre une autre fraction, sous le haut-patronage d'une constellation internationale d'États-gendarmes.

Cette tendance à la militarisation des milices d'insurgés se marquera encore plus fortement à partir de l'intervention militaire du 19 mars, lorsque tous les médias bourgeois à l'unisson pointent du doigt « l'incapacité des insurgés » de vaincre les forces de Kadhafi, et le besoin intrinsèque de discipline bourgeoise et militaire si les insurgés veulent se voir livrer des armes des puissances capitalistes qui ont tout intérêt à consolider les forces de la contre-insurrection dans la région. Citons quelques perles de cette logorrhée bourgeoise, extraites d'un journal français « à grand tirage » :

« (...) les milices révolutionnaires se sont remises en marche vers le sud. Drapeaux révolutionnaires flottant au vent, pick-up équipés de mitrailleuses lourdes, voitures civiles maquillées de graisse et de boue, minibus et camionnettes pleines de combattants enthousiastes, leur cortège folklorique avait presque atteint l'entrée d'Ajdabiya en milieu de journée. Dans le chaos des véhicules garés n'importe comment en travers de l'autoroute, des hommes crient en faisant signe d'avancer. La voie est libre. Les voitures s'élancent en fonçant vers Ajdabiya. Quelques minutes plus tard, une volée de roquettes s'abat avec un bruit énorme au milieu du cortège, soulevant d'énormes nuages de poussière. Les conducteurs pilent, debout sur les freins, font demi-tour n'importe comment en manquant de s'emboutir, et refluent à 150 km/h. Certains fuient même en marche arrière. (...) La déroute s'arrête un peu plus loin, et l'attente reprend. Des miliciens s'impatientent. « C'est organisé n'importe comment, je repars à Benghazi », dit l'un d'eux à la fenêtre de son pick-up. Certains s'installent pour la sieste à l'ombre de leur voiture. (...) L'armée improvisée de la révolution libyenne n'a apparemment tiré aucune leçon de sa déroute face aux soldats entraînés de Kadhafi. Il n'y a pas de chefs. Pas d'ordres. Pas de moyens de communications, même pas de simples talkies-walkies. (...)

On ignore ce qui se passe quelques kilomètres plus loin. Les rumeurs se répandent d'une portière de voiture à l'autre. Alors on se contente de foncer joyeusement à fond de train sur la route, jusqu'à ce que l'on essuie des tirs. À partir de là, on reflue dans une pagaille généralisée jusqu'à ce que quelqu'un décide de s'arrêter, et on établit un check point. La capacité des miliciens à former un embouteillage inextricable au milieu d'une autoroute en plein désert et avec un nombre réduit de véhicules est fascinante. (...) Le problème des combattants de la révolution libyenne est qu'ils n'en sont pas. Malgré leurs accoutrements flamboyants, chapeaux de brousse, treillis camouflés de tous les motifs imaginables, lunettes de soleil et cartouchières, chèches et keffieh, ils ne sont que des manifestants en armes. Ils disposent de mitrailleuses antiaériennes, déjà pas très efficaces contre les avions de Kadhafi, et dorénavant inutiles depuis que le ciel est contrôlé par l'aviation de la coalition internationale. Quelques canons de 106 mm sans recul et des lance-roquettes RPG, manquant de portée dans un paysage désertique, sont leurs seuls moyens antichars. À la sortie sud de Benghazi, lundi, la route était bloquée par un monstrueux embouteillage, milliers de voitures des habitants venus voir les carcasses des tanks de Kadhafi, se photographier debout sur les engins, et ramasser quelques débris en souvenir. » (Cf. « Le Figaro » du 22 mars 2011)

On saisi ici tout le mépris bourgeois et la condescendance de ce minable et insignifiant petit journaliste aux ordres de sa classe d'exploiteurs envers ces « combattants », ces insurgés luttant avec les moyens du bord contre la dégradation permanente de leur vie, contre la dictature du marché mondial. Il est clair qu'il ne faudra pas d'armes très sophistiquées ni de connaissances stratégiques militaires développées pour que le prolétariat règle son compte à ce roquet plein de complaisance...

Nous reproduisons ci-dessous un extrait de ce que nous avons écrit dans la foulée du processus insurrectionnel en Irak qui avait éclaté à la fin de la guerre du Golfe et qui avait mit fin à celle-ci⁵. Nous y faisons une comparaison entre les situations insurrectionnelles en Espagne en 1936-37 et en Irak en 1991. Précisons qu'aujourd'hui comme à l'époque où nous avons publié ce texte, il n'est pas question pour nous d'établir une équivalence entre ces différentes situations historiques (y compris avec la situation actuelle), mais de les mettre en parallèle pour en tirer des leçons pour le présent mouvement.

« Nous ne pouvons nous empêcher de faire le parallèle historique entre cette situation en Irak en 1991 et les événements qui se produisirent en Espagne en 1936, après le triomphe du 19 juillet.

⁵ Extrait de « Notes additionnelles à propos de l'insurrection de mars 1991 en Irak » in « Communisme » N°43, mai 1996.

Dans les deux cas, l'insurrection prolétarienne a triomphé sur une partie du territoire d'un pays, à partir d'une ville-clef (Barcelone – Soulaymania), laissant le reste du pays aux mains de la fraction 'fasciste' (Franco – Saddam). Dans les deux cas, le prolétariat s'est armé et a affronté cet ennemi 'fasciste' en agissant en dehors et contre les organisations populistes et démocrates (républicains 'communistes', sociaux-démocrates,... et en général tout le spectre parlementaire de la bourgeoisie) sans parvenir à imposer sa propre dictature de classe. Dans les deux cas, le prolétariat a triomphé militairement, créant ses propres organisations unitaires de classe (comités d'ouvriers, de paysans, de miliciens et de marins – shoras), et sa victoire a été préparée par l'action conspiratrice et d'avant-garde militaire de groupes révolutionnaires constitués de longue date (...). Pourtant, dans les deux cas également, le prolétariat, incapable d'assumer socialement sa dictature, s'est trouvé paralysé au moment de son triomphe par l'absence de direction révolutionnaire au sens le plus pratique et programmatique du terme : il ne savait pas quelle était la direction à assumer. Se situant clairement contre la contre-révolution dans ses formes les plus ouvertes, pour les écraser, il était incapable (malgré tous les discours et tous les drapeaux) d'agir pratiquement pour la révolution sociale. Dans les deux cas, l'ennemi 'fasciste' continua la guerre, et l'ennemi républicain, profitant du manque d'initiative sociale du prolétariat, (...) l'invita à négocier pour s'associer dans une guerre contre 'l'ennemi principal'. L'adhésion à cette guerre populaire reconnaissant les républicains et les démocrates comme alliés (c'est-à-dire la guerre impérialiste) rencontra d'énormes résistances prolétariennes. Mais dans les deux cas, un autre élément permit non seulement qu'une part importante de la majorité des forces prolétariennes s'engagent dans une lutte contre les 'fascistes' qui prit aussitôt l'aspect d'une guerre de front (autant impropre au développement de la révolution sociale, qu'elle est adaptée à celui de la guerre impérialiste), mais aussi que les républicains se présentent comme carte indispensable pour gagner cette bataille, au moment même où ils fortifiaient leurs positions sur le reste du territoire contre l'autonomie du prolétariat. Cet élément, c'est, dans les deux cas, une ville (hautement symbolique pour des raisons historiques). Une ville où le prolétariat révolutionnaire livre une bataille désespérée contre un ennemi supérieur en armes. Dans l'Espagne de '36, c'est Saragosse. C'est pour elle, dans l'interminable bataille pour sa reconquête, qu'est sacrifiée la lutte menée à l'arrière contre la bourgeoisie républicaine et qu'on gaspille une partie des meilleures forces – au sens de l'autonomie de classe – du prolétariat ; en Irak, en '91, cette ville, c'est Kirkuk, et pour gagner la bataille, non seulement les shoras prolétariens jouent leurs meilleures forces, mais c'est grâce à cette bataille que les nationalistes marquent un pas

important (tant au front qu'à l'arrière) dans la consolidation du front anti-Saddam. »



AU moment de clôturer ces quelques notes (1^{er} juillet), l'intervention militaire au sol, certes limitée à l'envoi de conseillers, de forces spéciales en nombre réduit, au pilotage du CNT, a donc bel et bien précédé l'intervention militaire officielle, par les airs. La propagande devant préparer l'opinion à soutenir une éventuelle intervention massive au sol a déjà commencé, mais il va sans dire que les récentes expériences d'enlèvement en Afghanistan et en Irak freinent les empressements bourgeois à envoyer la coalition dans la poussière « apporter la démocratie aux Libyens ». La carte actuelle est la plus raisonnable, à savoir de faire porter leur douteux CNT au pouvoir par une pseudo-révolution, en réalité une guerre civile qui a tiré sa force d'avoir vampirisé celle de l'insurrection. Cette repolarisation est bel et bien un atout du futur gouvernement post-Kadhafi en termes de rapport de force, mais il aura contre lui d'avoir été conçu intégralement in vitro, constitué de transfuges ex-kadhafistes, coachés par les services secrets internationaux, et intronisé par césarienne, sous l'effet « chirurgical » des bombardements de la coalition. Rien ne dit donc qu'il parviendra mieux que ses homologues tunisiens et égyptiens à rétablir la paix sociale et la cohésion nationale si chères à la bonne reprise des juteuses affaires...